

NOVEMBRE 2025

NUMERO 50

FÉDÉRAT!ON ●RNE

la **ligue** de l'**enseignement**

un avenir par l'éducation populaire

SOMMAIRE

- 2. Edito
- 3. L'association Sées du ciné se présente....
 - 4. Colos apprenante pétition
- 5. Référendum d'initiative Partagée
- 6. 1001 territoires pour la fraternité
- 7. Valeurs de la République Laïcité
- 8. Nous en avons parlé, ils ont pris la parole
 - 9. Programme des cinémas
 - 10. Evènements à venir

EDITO

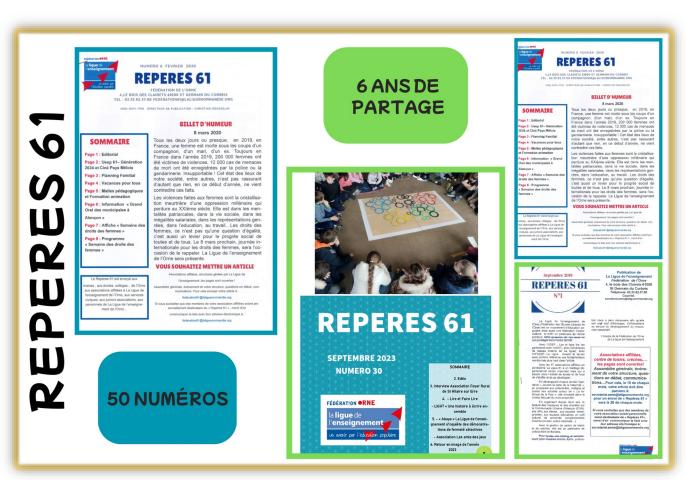
C'est le 50ème ! Un cap est franchi. Un deuxième cap nous attend.

Le premier numéro dans sa formule actuelle (journal informatique) a été expédié en septembre 2019 même si la présentation a changé au cours des numéros. Repères 61 a succédé à Repères 61 (version papier avec un n°0 en mai 1995 et un deuxième en septembre 1995 avant de cesser sa parution). C'est donc un beau pari que La Ligue de l'enseignement de l'Orne a réalisé là avec la parution du n°50.

Extrait de l'éditorial du n°1 « Cette parution nous a paru nécessaire afin qu'elle soit un outil d'échanges, d'informations au service du développement du mouvement associatif. » Depuis le n°30, Repères 61 donne la parole à une association affiliée à La Ligue de l'enseignement de l'Orne (Foyer rural de St Hilaire sur Erre, Le gobelin farceur, Association Ciné pays meslois, amicale laïque de Rai, Planning familial 61, RESF 61, USEP 61, Ciné Ferté, CPIE des collines normandes, Usep Bazoches Olympique, API potager, cinéma le Rex Sées, les amis des jeux...) ou une association avec laquelle nous sommes en collaboration sur des valeurs thématiques communes (FIA, Printemps de la diversité).

Repères 61 est aussi un moyen d'interpeller dans une démarche d'éducation populaire à partir de prises de position sur des sujets sociétaux, d'interpellation des pouvoirs publics, d'informations sur la vie du réseau associatif...

Fidèle à nos valeurs de fraternité, de solidarité, de laïcité, d'égalité dans la diversité...En route pour...



L'association Sées du Ciné se présente...

Historique du cinéma et de l'association

L'Association « Sées du Ciné » est une association loi 1901 dont le but est le maintien d'un cinéma en milieu rural et l'utilisation du support cinématographique à l'éducation, à la citoyenneté et aux loisirs. Elle a été créée en janvier 1990 après la fermeture du cinéma le Rex, consécutive au dépôt de bilan d'un exploitant privé.

Les locaux appartiennent à la mairie de Sées. La municipalité apporte une aide précieuse avec notamment une subvention, la prise en charge du chauffage et du ménage.

- Le cinéma est mono écran, sa capacité est de **212 places**. (207 fauteuils et 5 espaces pour les personnes à mobilité réduite). Il est ouvert toute l'année. Chaque semaine, entre 15 et 20 séances sont assurées.
- Le cinéma a été rénové en **1999**, salle en gradins (anciennement un parterre et un balcon) et, depuis **2010**, il est passé à la **projection numérique** dans le cadre d'un programme national qui était indispensable à la pérennité du cinéma.
- En 2021, les fauteuils et le revêtement de sol ont été changés.

Le cinéma le Rex est classé art et essai et dispose du label jeune public. Il est également coordinateur des dispositifs d'éducation à l'image pour le département de l'Orne.

Le cinéma fonctionne grâce à une équipe d'environ 35 bénévoles, complétée par des salariés :

- un projectionniste à plein temps
- une secrétaire à temps partiel. (15h ou 18h suivant les saisons)
- Deux caissiers qui se partagent les caisses un week-end sur deux. (6h)





Cinéma le rex 5 rue Charles Forget 61500 Sées

Animer une salle de cinéma associative

L'association « Sées du ciné » fonctionne avec un conseil d'administration et un bureau. Les bénévoles sont essentiels au fonctionnement du cinéma en complément des salariés. Ils doivent assurer les caisses, les projections en complément du salarié, concevoir les programmes et les distribuer, préparer et assurer les différentes animations. Dans notre association avec salariés, la trésorière assure un travail considérable: fiches de paie, règlement de factures, tenue de la comptabilité, déclarations diverses…

La programmation est un défi pour une salle mono-écran. Le groupe de programmation se réunit une fois par mois pour choisir les films du mois suivant.

Ces propositions sont ensuite discutées avec Jean-Marie, de l'association Génériques, qui sert d'interface avec les distributeurs. Sans cette association de la ligue de l'enseignement, les petits cinémas associatifs de Normandie ne pourraient pas obtenir certains films auprès des distributeurs.

Notre programmation est conçue pour offrir aux spectateurs, des films pour tous les publics. Chaque semaine, nous essayons de mettre à l'affiche, un film grand public, un film art et essai et un film pour le jeune public. Une fois par mois, les aînés bénéficient d'un film suivi d'un goûter.

Le jeune public a une place importante au Rex. Les scolaires viennent lors des dispositifs nationaux, comme école et cinéma, mais également lors de festivals.

- Un fois par mois, une animation est proposée aux plus jeunes : - Ciné-filou goûter suivi d'une séance de bricolages en rapport avec le films. (Mercredi
- après-midi)
- Ciné-p'tit dèj le dimanche matin avec un petit-déjeuner en famille avant le film.

En plus des animations régulières, l'association « Sées du Ciné » organise de nombreuses soirées rencontres avec diverses associations comme par exemple la Cimade, lors du festival « Migrant'scène ». Les œuvres cinématographiques sont un bon support pour échanger, débattre en milieu rural.

Dans une petite ville comme Sées, le cinéma est un établissement culturel précieux.





Ciné-filou goûter bricolage du 22 octobre 2025. (88 spectateurs, 40 participants aux activités artistiques, jauge maximale)

Enjeux et perspectives

L'année 2025 est une année compliquée pour les cinémas en France. Depuis la crise sanitaire, la fréquentation des cinémas a baissé, les pratiques cinématographiques semblent changer.

Notre association n'échappe pas à cette tendance qui risque de fragiliser un peu plus une activité trop souvent déficitaire.

Malgré tout, un public fidèle répond présent lors des films Art et essai notamment en V.O. Les diverses animations proposées attirent toujours les spectateurs.

A cela s'ajoute un matériel numérique vieillissant. Nous devons rapidement changer le serveur du projecteur et envisager dans un avenir proche le remplacement du projecteur.

Le soutien de la municipalité est indispensable pour ces investissements coûteux.

C'est un enjeu important pour la diffusion de la culture en milieu rural.



Colos apprenantes pétition

Ne laissons pas la France fermer la porte aux vacances de nos enfants !

Chaque année, **4,7 millions d'enfants ne partent pas en vacances**, soit 2 enfants sur 5. Et demain, ils seront encore plus nombreux. Le droit des enfants à se reposer, jouer et découvrir le monde est en danger, parce que l'État a décidé que ce n'était pas sa priorité!

Ceux qui sont touchés, ce sont nos enfants : ceux des familles monoparentales, des parents aux revenus faibles ou moyens, ceux des quartiers prioritaires ou des zones rurales isolées, ceux en situation de handicap, ceux de l'aide sociale à l'enfance, ceux qui comptaient sur un CSE, une mairie ou une association pour partir en séjour collectif.

Tous ont en commun d'être curieux, en besoin de découvertes, de rencontres, de souffler, d'apprendre ailleurs que chez eux. Partir en vacances, c'est une véritable bouffée d'air frais, un moteur pour leur santé, leur confiance en eux et leur développement. Dans un contexte où la santé mentale a été désignée Grande Cause nationale en 2025, priver les enfants de temps de repos, de socialisation et d'évasion revient à **ignorer un déterminant majeur de leur équilibre psychologique, de leur bien-être et de leur développement**.

Mais sans soutien de l'État, tous ces enfants vont se retrouver enfermés dans un quotidien sans pause, un avenir sans souvenirs.

L'État bafoue ses engagements : alors que la CIDE le dit, la France l'oublie. Signée en 1990 par la France, la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) affirme que **chaque enfant a droit au repos, au jeu, aux loisirs et aux activités adaptées à son âge**. Ce droit doit être garanti à tous, sans distinction.

Mais aujourd'hui, l'État tourne le dos à ses engagements. En rayant les vacances des enfants du budget et en ne proposant aucun dispositif de départ en vacances pour tous, il fragilise les acteurs qui permettaient jusqu'ici aux enfants de partir (associations, collectivités, animateurs, familles, etc.).

Et en fin de course, les enfants paieront le prix fort en grandissant dans une société qui les oublie. Priver les enfants de vacances, c'est les priver d'une partie de leur enfance et c'est leur dire : « Tu n'as pas les moyens, alors tu n'y as pas droit ». C'est aussi briser le principe d'égalité au cœur même de la devise de la France, c'est oublier l'éducation, la santé et l'avenir.

Nous refusons ce retour en arrière dramatique. Nous, citoyens, organisations, collectivités, CSE, demandons au gouvernement de cesser de sacrifier ce droit fondamental et de reléguer la jeunesse au dernier plan, en :

reconnaissant pleinement le droit aux vacances comme un **droit fondamental de l'enfant**, au même titre que l'éducation et la santé,

maintenant et renforçant des **politiques publiques** pour les colos, les camps de scoutisme et les séjours éducatifs, **soutenant les familles et les structures** qui rendent ces départs possibles.

Signez la pétition (change.org/p/ ne-laissons-pas-la-france-fermer-la-porte-aux-vacances-de-nos-enfants ou rendez-vous sur le site de La Ligue de l'enseignement) pour dire NON à une France qui ferme la porte aux vacances des enfants !

Parce qu'un enfant qui part en vacances, c'est un enfant qui revient grandi, cultivé, apaisé et confiant. Parce que partir en vacances, c'est prendre soin de sa santé mentale, c'est de la joie et du lien social. Parce qu'aucun budget ne devrait valoir plus que le bonheur et l'équilibre des enfants.



Référendum d'Initiative Partagée (RIP)

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT APPELLE A UN REFERENDUM D'INITIATIVE PARTAGEE

Alors que les crises écologiques, sociales et démocratiques se nourrissent et s'accélèrent, une coalition inédite et transpartisane issue de la société civile se mobilise pour mener le premier Référendum d'Initiative Partagée (RIP) à la réussite. La Ligue de l'enseignement en fait partie. Parce que les solutions existent et qu'il s'agit simplement de nous en saisir. Parce que c'est la base.

Une triple crise qui s'accélère

17% des Français ont bu de l'eau polluée en 2023. 16% ne mangent pas à leur faim. 30% des logements sont vulnérables aux vagues de chaleur en France.

En tant que citoyen·nes, ces sujets concrets du quotidien nous préoccupent collectivement. Et pourtant, nous faisons de moins en moins confiance à nos institutions pour y répondre. La preuve en est : 74% des Français·es se méfient du gouvernement et 88% réclament des référendums pour faire avancer la vie publique.

Le référendum d'initiative partagée (RIP)

Ainsi, le **Référendum d'Initiative Partagée (RIP)** apparaît comme un levier efficace pour **reprendre le pouvoir sur notre quotidien**.

Cet outil démocratique permet de faire adopter par référendum un texte signé par un cinquième des parlementaires (185 député·es et sénateur·ices), validé par le Conseil constitutionnel et soutenu par un dixième des électeur·ices (4,8 millions de personnes).

Autant d'étapes qui nous semblent atteignables pour ce texte qui appelle à un **sursaut écologique**, **social et démocratique** en suivant trois principes :

Partir du quotidien pour aller à l'idéal, en reconquérant la base : la qualité de l'eau que nous buvons chaque matin, le dîner servi à nos enfants, l'habitabilité de nos logements en pleine canicule.

Faire de l'équité et de la justice sociale un socle commun incontournable, car sans elles, il n'y a pas de société possible. Rassembler le plus largement possible, au-delà des chapelles partisanes.

14 mesures de bon sens : c'est la base

Directement inspirées de travaux scientifiques et démocratiques (Convention citoyenne pour le climat, Assises de l'eau, Institut Rousseau), les propositions du RIP sont des **mesures de bon sens, consensuelles et pragmatiques**. La base :

Protéger notre eau

Garantir une eau du robinet de qualité Assurer un accès équitable et suffisant à l'eau

Une alimentation saine et accessible

Faciliter l'accès à une alimentation suffisante, durable et de qualité Permettre un choix d'alimentation éclairé

Un habitat décent

Lutter contre les bouilloires thermiques Protéger le pouvoir d'achat des locataires et inciter les propriétaires à la rénovation

Financer la transition écologique

Mettre en place une vraie programmation financière de la reconstruction écologique

Des citoyen·nes éclairé·es

Une publicité pour choisir sans détruire Un programme scolaire engagé

Plus de justice fiscale et sociale

Rétablir l'équité face à l'impôt Le principe de pollueur-payeur sur les trajets en avion Lutter contre les pratiques bancaires abusives Renforcer la taxe sur les transactions financières Instaurer une vraie taxe sur les rachats d'actions

Rejoindre le mouvement

À l'heure actuelle, le texte est partagé aux parlementaires, avec l'objectif de récolter 185 signatures et de déclencher son étude par le Conseil constitutionnel. Pour que le référendum aboutisse, il nous faut rassembler 4,8 millions de signatures de citoyennes et citoyens.

Pour rejoindre le mouvement, signez pour soutenir le référendum!



1001 territoires pour la fraternité

Des organisations associatives et syndicales apartisanes s'unissent pour lancer une offensive collective sur les territoires face au projet de société des promoteurs de la haine de l'autre et du repli sur soi.

La société civile s'est fortement mobilisée en juin-juillet 2024 pour faire obstacle à l'arrivée des promoteurs de la haine de l'autre et du repli sur soi alors que son accession à Matignon était présentée comme inévitable. On disait impossible lors de ces élections législatives un report massif des voix vers la candidate ou le candidat face à l'extrême-droite. Malgré la réserve de quelques forces politiques, une formidable mobilisation des actrices et acteurs de la société civile s'est levée, bien au-delà des organisations partisanes, contribuant à ce que la participation électorale reprenne des couleurs, les électrices et électeurs prenant la mesure de l'enjeu. C'est un mouvement puissant qui s'est exprimé.

La prochaine échéance pourrait se présenter avant l'élection présidentielle de 2027, la durée de vie du gouvernement dépendant du bon vouloir de l'extrême-droite dont les idées continuent à se diffuser. Le gouvernement actuel comme le précédent est « sous surveillance » du Rassemblement national qui cherche à capitaliser sur la confusion politique ambiante. La banalisation de ses idées et racines idéologiques s'est encore accélérée début 2025 augmentant ainsi la menace de voir mis en œuvre ce projet de société mortifère. Pourtant, face à ces idées et devant l'urgence sociale et écologique, il y a une puissante aspiration à vivre dans une société où tous les droits fondamentaux sont accessibles à toutes et tous. Cela s'exprime souvent, spontanément, dans le guotidien, dans les solidarités.

Nous sommes la société civile qui choisit de se saisir de l'enjeu de manière active, qui ne se résigne pas à la défensive, à attendre la prochaine élection où il faudra à nouveau sans nul doute faire front. Nous souhaitons porter le respect des valeurs républicaines de fraternité, de solidarité, d'ouverture à l'autre et de liberté de conscience. Nous voulons le faire dès à présent de manière positive, au plus près des habitantes et habitants.

À cette fin nous, 36 organisations nationales associatives et syndicales regroupant des millions de personnes sur les territoires, nous unissons. Pour redonner l'espoir en la fraternité, l'égalité et la liberté aux habitantes et habitants de notre pays face au projet de société mortifère et rétrograde de l'extrême droite. Mettre en lumière les valeurs positives portées au quotidien par nombre de projets sur les territoires qui témoignent d'une réalité toute autre que celle, anxiogène, véhiculée par des médias proches de l'extrême droite ou complaisants à l'égard de ses raisonnements simplistes. Fédérer sur un même temps et en des lieux multiples les initiatives collectives porteuses de solidarité et de vivre ensemble opposées au repli sur soi et à la haine de l'autre.

<u>Dans l'Orne, un collectif départemental s'est créé avec les premiers signataires de cet appel :</u>

La Cimade Orne.

le Comité Régional des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire (CRAJEP),

La Ligue de l'enseignement de l'Orne,

L'Union Française des Oeuvres Laïques d'Education Physique 61(UFOLEP),

Le Planning familial 61,

la Confédération Générale du Travail 61 (CGT),

La Ligue des Droits de l'Homme,

l'Union Nationale des Syndicats Autonomes 61 (UNSA),

la Fédération des Parents d'Elèves 61 (FCPE),

la Fédération Syndicale Unitaire 61 (FSU),

l'Union Française des Colonies de Vacances (UFCV),

l'Union Sportive de l'Enseignement Primaire 61 (USEP).



Ce collectif organisera une première action le jeudi 18 décembre à Alençon.

Valeur de la République et Laïcité



Valeurs de la République et Laïcité Formez-vous!

La laïcité est l'un des grands principes de la Républiques garantissant à tous la liberté de conscience et le même droit à la libre expression de leurs croyances ou convictions, dans les limites du respect de l'ordre public.

En Normandie : 100 formateurs habilités 100 sessions organisées 5500 personnes formées



LA FORMATION

L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires vous propose une formation "Valeurs de la République et Laïcité" d'une durée de 2 jours dans les 5 départements.

A l'issue de la formation, vous recevrez une attestation de formation délivrée par l'Etat.

Formation entièrement prise en charge par l'Etat

POUR QUI?

Tous les agents publics, élus, salariés et bénévoles associatifs, en contact direct avec le public

POUR QUOI?

- Comprendre le principe de la laïcité, l'appliquer, l'expliquer et le transmettre
- Etre capable de réagit aux atteintes à la Laïcité
- Acquérir des compétences professionnelles

COMMENT S'INSCRIRE?

Contact: 06 85 89 18 40

Site web: formation-laicite.anct.gouv.fr

Formation animées par des binômes de formateurs associatifs qualifiés et habilités par l'Etat. Autres formats envisageables, selon les territoires et les besoins des structures (formation de 1 jour, animations, ateliers) : contactez la DREETS Normandie marc.khatchadourian@dreets.gouv.fr





















Nous en avons parlé... Ils ont pris la parole...

Centre Robert Hée Claude Foyer rural de St Hilaire Varnier Mouvement français pour le sur Erre planning familial Centre de loisirs de la Ferrière aux Etangs Halem théâtre

Lire et Faire Lire RESF 61 USEP 61 La Gazette de Robert Wood CRIB de l'Orne Vacances pour tous CPIE 61 Ciné Pays Mélois ALCD Fête d'Ici et d'Ailleurs

Grand oral des municipales **å** Alençon PAIX Migrant.e.s L'engagement La Fraternité bénévole Elections La diversité départementales L'école aux vacances Contrat d'engagement Républicain Loi Asile **Service** Civique

Elections législatives

Le livre le plus

important du

Amicale Laïque de Rai Micro-crèche Tinchebray Ciné de la Ferté Macé Le Festival des Imaginaires Ludiques Les jardins d'Aymeric Centre St Clair de Halouze

Les amis des jeux de la Ferté Mouvement de la Paix 61 UFOLEP 61 Compagnie Tourne-Cigale Le gobelin farceur Toc 3 Printemps de la diversité USEP Bazoches Olympique Cinéma le Rex Sées Grandir Ensemble Autrement API Potager

Programmation des cinémas...

CINEMA GÉRARD PHILIPE À LA FERTÉ-MACÉ



29 SAMEDI

14H00



30 DIMANCHE

17H30

TOUTE LA PROGRAMMATION SUR LE SITE HTTP://CINEFERTE.FR

CINÉMA PAYS MÊLOIS AU MÊLE SUR SARTHE



30 DIMANCHE

17H00



14 DIMANCHE

17H00

TOUTE LA PROGRAMMATION SUR LE SITE HTTP://CINEPAYSMELOIS.E-MONSITE.COM

CINÉMA LE REX À SÉES



30 DIMANCHE

20H30



03 MERCREDI

14H30

Evènements à venir...



Repères 61 est envoyé à toutes les mairies du département, à tous les établissements scolaires publics de l'Orne (écoles, collèges, lycées), aux associations affiliées à La Ligue de l'enseignement de l'Orne, aux services civiques, aux juniors associations, aux bénévoles de Lire et Faire Lire, aux parents des crèches et ACM que gère La Ligue de l'enseignement dans l'Orne, aux personnels de La Ligue de l'enseignement de la Normandie...



FEDERATION DE L'ORNE

4, LE BOIS DES CLAIRETS 61000 ST GERMAIN DU CORBEIS

TEL: 02.33.82.37.80 FEDERATION61@LALIGUENORMANDIE.ORG

ISSN 2534-7918 DIRECTEUR DE PUBLICATION : CHRISTIAN ROUSSELIN